

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**  
**(CCAP)**  
**Pièce n°2**

**Le pouvoir adjudicateur :**

**Grand Port Maritime de la Guyane  
Z.I. de Dégrad des Cannes  
97354 Rémire-Montjoly**

**CCAP établi en application du Code de la Commande Publique et du CCAG Tx**

---

**Marché de travaux de création d'un wharf en bois  
dédié aux navires de pêche artisanale à Rémire-  
Montjoly – Grand Port Maritime de la Guyane  
MOD-01-26**

---

La présente consultation est un marché public à procédure adaptée conformément aux articles L1111-1 et L 2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique en vigueur.

## **Table des matières**

Article 1.	Objet du marché .....	4
Article 2.	Nature et formalisme de la procédure .....	4
Article 3.	Délais.....	4
3.1	Délais d'exécution .....	4
3.2	Prolongation du délai d'exécution .....	5
Article 4.	Obligations du titulaire.....	7
4.1	Pièces contractuelles particulières.....	7
4.2	Pièces contractuelles générales .....	7
4.3	Protection de la main d'œuvre et clause sociale .....	7
4.3.1	Protection de la main d'œuvre .....	7
4.3.2	Clause sociale .....	8
4.4	Protection de l'environnement .....	8
4.5	Assurances et responsabilités .....	8
4.5.1	Responsabilité civile de droit commun .....	8
4.5.2	Responsabilité civile décennale .....	8
4.5.3	Dispositions communes .....	9
4.6	Autres obligations.....	10
4.6.1	Obligations relatives à la sous-traitance .....	10
4.6.2	Confidentialité et sécurité .....	10
Article 5.	Pénalités .....	14
5.1	Pénalités de retard .....	14
5.1.1	En phase de préparation.....	14
5.1.2	En phase de travaux .....	14
5.2	Autres pénalités.....	14
Article 6.	Prix et règlement.....	16
6.1	Caractéristiques des prix pratiqués.....	16
6.2	Variation des prix.....	16
6.3	Modalités de règlement .....	17
6.3.1	Présentation des demandes de paiement .....	17
6.3.2	Délais de paiement .....	18
6.4	Périodicité des paiements.....	18
6.5	Avance .....	18
6.6	Retenue de garantie .....	19
Article 7.	Conditions d'exécution des prestations .....	20
7.1	Maîtrise d'œuvre.....	20
7.2	Autres intervenants.....	20
7.3	Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	20
7.4	Période de préparation / programme d'exécution des travaux .....	21

7.5	Installation de chantier.....	21
7.5.1	Installation de chantier .....	21
7.5.2	Rémunération des installations .....	21
Article 8.	Constatation de l'exécution et garantie .....	22
8.1	Opérations de constatation.....	22
8.2	Réception .....	22
8.3	Documents fournis après exécution.....	22
Article 9.	Obligations relatives à la protection des données à caractère personnel .....	23
Article 10.	Litiges et contentieux.....	24
Article 11.	Résiliation du marché .....	24

## **Article 1. Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les travaux de création d'un wharf en bois dédié aux navires de pêche artisanale à Rémire-Montjoly pour le Grand Port Maritime de la Guyane.

Le marché a pour objet :

- De créer une passerelle fixe en bois d'environ 37 mètres linéaires, sur fondation pieux bois. Une liaison depuis le parking existant sera réalisée pour l'accès à cette passerelle.
- De créer un wharf fixe en bois d'environ 65 mètres linéaires, sur fondation pieux bois et accessible depuis la passerelle.
- De créer les fondations pour l'accueil de la potence de levage
- De créer une structure de protection contre les embâcles du fleuve. Cette structure sera composée de deux pieux en bois équipés d'un dispositif anti-embâcles.
- De réaliser les travaux nécessaires pour l'acheminement des réseaux eau et électricité sur le wharf (les réseaux seront mis en attente pour les bornes d'alimentation mixte et électriques, celles-ci n'étant pas prévues dans ce marché).
- Le raccordement du réseau d'éclairage
- De fournir et poser les équipements nécessaires, notamment :
  - Echelles d'accès
  - Kit de sécurité : bouée couronne + extincteur
  - Taquets d'amarrage
  - Points d'éclairage
  - Dispositif de protection anti-embâcles
  - Portail d'accès anti-intrusion, avec panneau d'information

La description précise du besoin ainsi que les conditions d'exécution figurent dans les pièces techniques.

## **Article 2. Nature et formalisme de la procédure**

Il s'agit d'un marché de travaux à procédure adaptée conformément aux articles L1111-1 et L 2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique en vigueur.

## **Article 3. Délais**

### **3.1 Délais d'exécution**

Le délai d'exécution est de 6 mois, incluant la période de préparation de 2 mois.

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation définie à l'article 28.1 du C.C.A.G et le délai d'exécution des travaux.

Le délai d'exécution démarre à la notification du marché.

### 3.2 Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.2 du CCAG travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrés constatés par le maître d'œuvre qui serait dû à tout événement non imputable à l'entreprise ;

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrés constatés par le maître d'œuvre :

- soit lorsque les phénomènes naturels désignés dans le tableau ci-après ont dépassé les valeurs mentionnées dans le dit tableau et ont ainsi empêché l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée ;
- soit lorsque tout travail a été arrêté pendant la journée considérée à cause des conséquences des intempéries qui ont dépassé les valeurs mentionnées dans le tableau ci-après, empêchant ainsi l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée ;

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure
Pluies	50 mm	24 heures
Pluies	150 mm	7 jours
Impraticabilité en relation avec la nature des travaux	Constaté contradictoirement et notifié par OS	

#### Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

- Pluviomètre installé sur le chantier dans le cadre de l'installation de chantier ou Station de météo France (les frais liés à l'obtention des relevés étant à la charge du titulaire).
- En cas de litige, le lieu de constatation des phénomènes naturels sera le pluviomètre de la station météo de l'aéroport de Felix EBOUE, commune de Matoury.

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RPA en assortissant cette décision des mesures particulières à prendre. Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries et/ou crise reconnue par l'Etat touchant directement le département est exprimé en jours ouvrés.

La prolongation du délai d'exécution est établie en ajoutant au nombre de jours ouvrés

Marché de travaux de création d'un wharf en bois dédié aux navires de pêche artisanale à Rémire-Montjoly – Grand Port Maritime de la Guyane – MOD-01-26  
pendant lesquels les travaux ont été arrêtés, les jours non travaillés (samedi, dimanche et jours fériés) de la période qui suit la date d'expiration initiale du marché.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

<b>Article 4. Obligations du titulaire</b>
--

#### **4.1 Pièces contractuelles particulières**

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- Pièce 1 : L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe N°1, le bordereau de prix unitaires (BPU)
- Pièce 2 : Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Pièce 3 : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Pièce 6 : Le cahier de plans,
- Pièce 7 : Le planning
- Pièce 8 : La mission géotechnique G5
- Pièce 9 : Le levé topographique avec identification des réseaux existants

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de rendre contractuel tout ou partie du mémoire technique lors de la mise au point du marché.

#### **4.2 Pièces contractuelles générales**

Les documents applicables sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini au CCP ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- L'ensemble des normes applicables à ce type d'ouvrage

#### **4.3 Protection de la main d'œuvre et clause sociale**

##### **4.3.1 Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

#### **4.3.2 Clause sociale**

Ce marché ne contient pas de clause sociale notamment en ce qui concerne l'insertion par le biais de l'emploi.

#### **4.4 Protection de l'environnement**

Le titulaire doit s'engager dans une démarche de respect et de protection de l'environnement notamment en ce qui concerne la gestion des déchets, la prévention des pollutions et la préservation des milieux naturels.

Un plan de respect de l'environnement sera mis en place avant le début d'exécution des travaux et selon les prescriptions posées par le dossier loi sur l'eau. Les contraintes environnementales supplémentaires, éventuellement prescrites par le service instructeur de la déclaration au titre de la loi sur l'eau, seront traitées en phase négociation.

#### **4.5 Assurances et responsabilités**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

##### **4.5.1 Responsabilité civile de droit commun**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

Les minimums de garanties (dommages corporels et dommages matériels/immatériels) doivent être adaptés aux risques relatifs à l'opération de construction objet du présent marché.

##### **4.5.2 Responsabilité civile décennale**

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, l'entreprise déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement



incorporés et techniquement indivisibles

- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

Les entreprises titulaires justifieront de leur police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de leur société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

#### **4.5.3 Dispositions communes**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance de responsabilité décennale pour les ouvrages de génie-civil :
  - La responsabilité décennale concerne les vices ou dommages de construction, il peut aussi s'agir d'éléments d'équipement lorsque les dysfonctionnements les affectant rendent le bien dans son ensemble impropre à sa destination.
  - Le présent marché concerne des prestations qui peuvent engager la présomption de responsabilité du titulaire, même si celui-ci n'est pas soumis à l'obligation d'assurance décennale. Les titulaires ainsi que leurs sous-traitants, réalisateurs d'ouvrages de génie-civil, sont tenus de souscrire, pour l'objet de leur intervention, une police d'assurance de responsabilité civile décennale.
  - Pour être valide, l'assurance doit avoir été souscrite avant le démarrage des travaux, car elle couvre uniquement les travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité du contrat. De même, l'assurance doit être valable pour la zone géographique où se trouve le chantier.
  - À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'entité adjudicatrice et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...)

Le titulaire qui met en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge exclusive du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage aux torts exclusifs du titulaire.

## **4.6 Autres obligations**

### **4.6.1 Obligations relatives à la sous-traitance**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. Le titulaire devra joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 4-5 ci-dessus.

### **4.6.2 Confidentialité et sécurité**

#### a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

#### b) Mesures de sécurité

Le titulaire devra se conformer à la démarche MASE et obtenir toutes les autorisations d'accès au port préalablement à toute intervention sur site.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus

Marché de travaux de création d'un wharf en bois dédié aux navires de pêche artisanale à Rémire-Montjoly – Grand Port Maritime de la Guyane – MOD-01-26  
onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

c) Obligations relatives à la démarche MASE :

Depuis le 1er juillet 2016, le GPM-Guyane s'inscrit dans une démarche MASE (Manuel d'Amélioration Sécurité des Entreprises) au titre d'Entreprise Utilisatrice (EU). Dans ce cadre, tout personnel d'Entreprise Intervenante (EI), c'est-à-dire devant intervenir quels que soient son activité et l'objet de sa visite dans la circonscription du port, doit participer à une réunion d'accueil de sensibilisation Santé Sécurité Environnement (SSE).

Avant toute intervention sur le site portuaire, le titulaire devra inscrire tous les membres de son personnel à cette sensibilisation SSE organisée et animée en session par Mme Maureen ROSE-HELENE, chargée de Projet MASE du GPM-Guyane. Les demandes d'accès ne seront autorisées qu'après validation de l'accueil SSE. Le titulaire devra prendre contact directement avec Mme ROSE-HELENE afin de planifier la session de sensibilisation SSE des membres de son personnel.

Coordonnées de Mme Maureen ROSE-HELENE :

Téléphone bureau : 0594 29 67 16  
Courriel : m.rose-helene@portdeguyane.fr

Avant le début des travaux, le PPSPS et/ou le PRE seront transmis à Mme ROSE-HELENE.

d) Obligations du titulaire relatives face à la sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les stipulations du CCAG notamment celles de l'article 31-4 sont applicables.

Une mission de coordination SPS de catégorie 3 est prévue.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;

- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

#### e) Permis feu

Un permis de feu sera à établir dans un but de prévention contre les dangers d'incendie et d'explosion occasionnés pour tous les travaux par points chauds. Aucun travail avec appareil thermique ou produisant des étincelles ne peut être entrepris sans "Permis de feu" (R5333-27).

Une procédure est en place au GPM, l'entrepreneur devra obligatoirement s'y plier :

#### **Avant travaux :**

Le maître d'œuvre Technique (Pôle technique) assisté du coordinateur SPS, sera en charge de :

- Aviser préalablement la Capitainerie (le permis feu, s'il y a lieu, ne peut être délivré qu'après avis de la Capitainerie),
- Visiter le site, le chantier, l'installation, (visite préalable),
- Transmettre les consignes à l'entreprise intervenante (consignes générales HSE),
- Selon la nature des travaux, vérifier les qualifications et/ou habilitations adéquates des travailleurs,

Le coordinateur SPS) et l'entrepreneur seront en charge conjointement de :

- Définir la zone de travail, la baliser si nécessaire, définir les moyens à mettre en œuvre (protection, mode opératoire, consigne,...),
- Eloigner ou protéger tous matériaux ou matières combustibles ou inflammables, en particulier ceux se trouvant derrière la cloison du lieu de travail. Le rayon minimal de sécurité recommandé est de 10 mètres,
- S'assurer que le matériel pour l'opération est en parfait état et à jour des contrôles périodiques obligatoires (dont EPI), et correctement alimenté,

- Le maître d'œuvre fera signer le permis feu, l'entrepreneur signera le permis feu.

### **Pendant les travaux :**

Le coordinateur SPS, sera en charge de :

- Surveiller le point de chute des projections incandescentes et les refroidir si nécessaire,
- Surveiller la bonne mise en place de l'ensemble des mesures de sécurité (EPI, ...),

L'entrepreneur sera en charge de :

- Se tenir prêt à éteindre tout début d'incendie.
- Se tenir prêt à donner l'alerte en cas d'incident/accident conformément à la procédure d'alerte PR-SEC-013 ou toutes autres procédures propres au GPMG.

### **Après les travaux :**

En fin de travaux, le maître d'œuvre et l'entrepreneur devront :

- Inspecter les lieux de travail, les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur,
- Pour certains travaux, une seconde visite, 2h après la fin des travaux sera réalisée,
- Compléter le permis feu.

<b>Article 5. Pénalités</b>
-----------------------------

## 5.1 Pénalités de retard

### 5.1.1 En phase de préparation

Lorsque le délai de remise des documents précisés dans le CCTP n'est pas respecté, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard du montant ci-dessous :

Document	Montant pénalité
Tous documents demandés au CCTP	200€ par jour de retard

### 5.1.2 En phase de travaux

Lorsque le délai de remise des documents précisés dans le CCTP n'est pas respecté, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité du montant ci-dessous :

Document	Montant pénalité
Acte spécial de sous-traitant	10 000 € par acte
Evolution du PAQ	50 € par élément non fournis et par jour
Origines et natures des matériaux et produits fournis par l'entreprise	50 € par produits et/ou matériaux
Evolution du PRE	50 € par éléments non fournis et par jour
Bordereau de suivi des déchets	50€ par jour au-delà d'une semaine de retard
<b>Exécution</b>	
Non respect du délai d'exécution du marché	Pénalité journalière de 1/2000 <sup>ème</sup> du montant de l'ensemble du marché

## 5.2 Autres pénalités

En cas de non-respect des engagements contractuels, des procédures d'exécution et/ou des mesures de sécurité (personne différente que le chargé d'opération en réunion de chantier, non-respect des moyens et/ ou du matériels déclarés dans les procédures, présence de personnels non formé sur le chantier, travaux réalisés sans permis feu, non-respect des engagements pris lors de l'obtention du permis feu, etc...), dès le constat adressé par le maître d'œuvre par voie électronique, le titulaire dispose de 24 heures pour régulariser la situation.

Au-delà de ce délai, il s'expose à une **pénalité forfaitaire de 500,00 €** et par personne qui s'incrémente de **150,00 € par journée calendaire supplémentaire de retard**.

En cas de non port des EPI même partiel ou momentané, l'entreprise encours immédiatement et sur simple constatation du maître d'œuvre à **une pénalité de 500,00 € pour chaque infraction constatée** dès le constat adressé par le maître d'œuvre par voie électronique.

En cas d'absence à une réunion de chantier qui a fait l'objet d'une convocation par mail avec un préavis de 48h, l'entreprise encours immédiatement et sur simple constatation du maître d'œuvre **une pénalité de 200,00 €**.

Ces pénalités seront déduites du montant que le Grand Port Maritime de la Guyane s'est engagé à verser au titulaire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du marché.

<b>Article 6.      Prix et règlement</b>
--

## **6.1 Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix unitaire multiplié par les quantités réellement exécutées, après constatation du MOE, selon les stipulations de l'acte d'engagement et de son annexe.

Les prix détaillés dans le bordereau des prix unitaires sont hors TVA et comprennent tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc, et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages spécifiés dans les documents contractuels, y compris les frais d'essais, d'études, d'implantation, de contrôle et de nettoyage, ainsi que les frais de livraison et autres frais annexes.

## **6.2 Variation des prix**

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-dessous.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du RC. Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux/prestations faisant l'objet du marché sont :

TP02 - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010
---

### **Modalités de révision des prix :**

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_o)$$

avec : I<sub>o</sub> = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;  
I<sub>n</sub> = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application du premier alinéa de l'article R20197-27 du code de la commande publique, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.



Marché de travaux de création d'un wharf en bois dédié aux navires de pêche artisanale à Rémire-Montjoly – Grand Port Maritime de la Guyane – MOD-01-26

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG, les calculs finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

## **6.3 Modalités de règlement**

### **6.3.1 Présentation des demandes de paiement**

Conformément à l'article 7 du présent CCP, les paiements pourront intervenir après constatation partielle ou totale du service fait et déduction si besoin des pénalités appliquées.

Après réception du projet de décompte proposé et renseigné par le titulaire, le Maître d'oeuvre effectuera si besoin des corrections.

Ce projet modifié sera envoyé au titulaire pour accord.

En cas de désaccord, plusieurs aller-retours peuvent être faits afin d'obtenir un consensus final sur la situation litigieuse.

Si ce consensus n'est pas réalisable, le Maître d'oeuvre aura le dernier mot et l'entreprise déposera une réclamation suivant les prescriptions et obligations dictées par le CCAG Travaux.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier
- les prestations exécutées (état d'avancement) ;
- la date d'exécution des prestations ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies.

En cas d'accord ou de non consensus suivant la procédure supra, le Maître d'oeuvre notifiera par ordre de service l'état d'acompte final, accompagné des pièces jointes (OS, projet de décompte signé, constat contradictoire, situation, etc...). Cet état d'acompte et ses pièces jointes composeront la demande de paiement finale du titulaire.

Le titulaire pourra alors déposer la demande de paiement sur le portail CHORUS PRO (code service = TECH) accompagnée d'une copie de l'ordre de service et de l'état d'acompte établi par le maître d'oeuvre, si besoin.

Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte.

### **6.3.2 Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique à compter du dépôt de la demande de paiement sur chorus pro.

### **6.4 Périodicité des paiements**

Les paiements interviennent à la demande du titulaire à l'issue de la réception des prestations, ou mensuellement après constatation des prestations lorsque la prestation s'étale sur plusieurs mois dans les conditions prévues par l'article 12 du CCAG travaux.

### **6.5 Avance**

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du marché.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 6-3.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 50 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 70 %. L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **6.6 Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

<b>Article 7. Conditions d'exécution des prestations</b>
--

Les stipulations figurent dans le CCTP.

### 7.1 Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre, pour la partie administrative est le Pôle Modernisation du GPM-G  
Il est représenté par :

Laurent PREVOTEAU,  
Chef du pôle modernisation  
[l.prevoteau@portdeguyane.fr](mailto:l.prevoteau@portdeguyane.fr)

Pour la partie technique, le maître d'œuvre est le pôle technique du GPM-G.  
Il est représenté par :

Tristan BLANCHARD,  
Chargé d'opérations  
[t.blanchard@portdeguyane.fr](mailto:t.blanchard@portdeguyane.fr)

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

### 7.2 Autres intervenants

Il est précisé également qu'une mission de coordination SPS de catégorie 3 sera assumée par : En cours de consultation

Le contrôle technique extérieur, dont les missions sont définies à l'article 3.2.3.6 du CCTP seront assumés par : En cours de consultation

### 7.3 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître d'œuvre les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle interne sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

#### **7.4 Période de préparation / programme d'exécution des travaux**

Se reporter au CCTP.

#### **7.5 Installation de chantier**

##### **7.5.1 Installation de chantier**

Se reporter au CCTP.

##### **7.5.2 Rémunération des installations**

Les dépenses d'investissement et d'entretien des installations de chantier sont rémunérées par le prix dédié au bordereau de prix.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

<b>Article 8. Constatation de l'exécution et garantie</b>
---

### **8.1 Opérations de constatation**

L'entrepreneur et le maître d'œuvre établiront contradictoirement un constat d'avancement et/ou d'achèvement des travaux.

A la vue de ce constat signé contradictoirement, l'entrepreneur pourra déclencher la procédure de paiement détaillée à l'article 6 du présent document.

A l'achèvement des travaux, il pourra être procédé aux opérations préalables à la réception selon les modalités décrites à l'article 41 du CCAG.

### **8.2 Réception**

Les stipulations du CCAG travaux sont applicables sous réserve du complément suivant :

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des OPR, la réception ne sera pas acquise.

### **8.3 Documents fournis après exécution**

Il est attendu un Dossier des Ouvrages Exécutés dont le contenu est précisé au CCTP.

Préalablement à la demande de réception du titulaire auprès du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, le DOE complet devra être remis au maître d'œuvre. Sans cette remise en bonne et due forme, la demande d'OPR ne peut être acceptée.

<b>Article 9. Obligations relatives à la protection des données à caractère personnel</b>
---

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

A ce titre, le maître d'ouvrage demande que les CV, références professionnelles et autres informations nécessaires à l'étude et analyse des offres comportent le minimum d'information personnelle.

Il est donc proscrit de mettre :

- Des photos d'identités,
- L'âge des personnes,
- Des références à la vie familiale ou privée,

Les personnes habilitées à utiliser et manipuler ces données sont les personnes nommées à l'article 7 du présent document. Ces données seront utilisées uniquement pour la réalisation du rapport d'analyse des offres.

Une fois le marché notifié :

- Les informations des candidats non retenus seront stockées et archivées suivant les règles de conservation en la matière.
- Les informations du titulaire deviendront si besoin contractuelle et seront utilisées durant toute la vie du marché. Une fois le marché clos, ces informations seront stockées et archivées suivant les règles de conservation en la matière.

Le maître d'ouvrage s'engage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données.

A ce titre, le maître d'ouvrage communique le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Elle est :

Madame Clémentine JOHANES  
Email : [c.johanes@portdeguyane.fr](mailto:c.johanes@portdeguyane.fr)

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Grand Port Maritime de la Guyane, responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour la réalisation des prestations qui font l'objet du présent contrat. Le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du contrat.

Le titulaire doit prendre toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données personnelles. Il doit notamment s'assurer qu'un mécanisme de gestion des habilitations régulièrement mis à jour permet de garantir que seules les personnes habilitées peuvent accéder aux données nécessaires à la réalisation de leurs missions.

Il doit mettre en œuvre les moyens permettant de garantir l'intégrité et la disponibilité constantes des systèmes et des services de traitement ainsi que les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données. Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Dans le cas où le titulaire fait appel à un sous-traitant, le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution de ses obligations.

Au terme du contrat le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

<b>Article 10. Litiges et contentieux</b>
---

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Cayenne :

Tribunal Administratif de la Guyane  
7 Rue Schoelcher / B.P. 5030  
97305 Cayenne Cedex  
Tel. 05 94 25 49 70  
Télécopie : 05 94 25 49 71  
[greffe.ta-cayenne@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cayenne@juradm.fr)

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

<b>Article 11. Résiliation du marché</b>
--

Les dispositions des articles du CCAG Travaux s'appliquent sans autre disposition particulière.